



Faug, le 10 septembre 2024

EXTRAIT DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL COMMUNAL DE FAOUG

Présidence : Patrick Thévoz

Dans sa séance du **10 septembre 2024**, le conseil communal a décidé :

- **Préavis municipal n° 06 / 2024 : Amélioration de l'informatique communale**
Le Conseil communal a décidé d'accepter ce préavis à l'unanimité.
- **Préavis municipal n° 07 / 2024 : Mise au concours d'un poste de responsable des services extérieur & intérieur**
Le Conseil communal a décidé d'accepter ce préavis à la majorité (3 abstentions).
- **Préavis municipal n° 08 / 2024 : Augmentation de 0,2 EPT à la bourse communale**
Le Conseil communal a décidé d'accepter ce préavis à l'unanimité.
- **Préavis municipal n° 09 / 2024 : Démarche participative à la place de la gare, verger communal & structure d'accueil pour la Petite Epicerie**
Le Conseil communal a décidé d'accepter ce préavis à la majorité (23 avis pour, 1 avis contraire, 4 abstentions).

Nominations complémentaires

- Membre de la commission de gestion : **Paola De Battisti** est élue à l'unanimité.
- Suppléant de la commission de gestion : **Mathieu Kaeser** est élu à l'unanimité
- Membre de la commission « Contribution fonds COREB » : **Sylvain Carrard** est élu à l'unanimité
- Déléguée ARPEJE : **Barbara Petrauskas Brechbühl** est élue à l'unanimité

Pour extrait conforme, adopté par les conseillers lors du conseil communal du 8 octobre 2024, l'attestent :

Le Président

Patrick Thévoz

Conseil communal de Faoug



La Secrétaire

Vanessa Feneyrolles

La demande de référendum doit être annoncée par écrit à la Municipalité, accompagnée d'un projet de liste de signatures, par cinq membres du corps électoral constituant le comité, dans les 10 jours qui suivent l'affichage prévu à l'article 162, alinéa 1, lettres a et c, ou la publication prévue à l'article 162, alinéa 1, lettre b. Si la demande de référendum satisfait aux exigences, la Municipalité prend formellement acte de son dépôt, autorise la récolte des signatures, scelle la liste et informe le comité du nombre minimum de signatures requis ; le titre et le texte de la demande de référendum sont affichés au pilier public (art. 163 al. 3 LEDP). Les listes de signatures doivent être déposées au greffe municipal dans les 30 jours qui suivent l'affichage prévu à l'article 163, alinéa 3. Les prolongations de délais prévues à l'article 134 alinéa 2 et 3, s'appliquent par analogie. Si le délai référendaire de 60 jours court durant les jours de Noël, de Nouvel An ou de Pâques, il est prolongé de 5 jours. Si le délai référendaire de 60 jours court pendant la période allant du 15 juillet au 15 août, il est prolongé de 10 jours. Les comptes ne sont pas soumis à référendum.